

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger	50 fr.	30 fr.
	Pays à demi-tarif	30 fr.
	Pays à plein-tarif	50 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
 Par porteur ou par la poste :  
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
 Étranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ-TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

25 août	— Décret portant interdiction d'exportation de certaines cartes géographiques. (Arrêté de promulgation n° 528 du 7 octobre 1939).	503
28 août	— Décret-loi étendant aux colonies les prohibitions de sortie établies dans la métropole. (Arrêté de promulgation n° 526 du 5 octobre 1939).	504
28 août	— Décret réglementant la sortie des marchandises. (Arrêté de promulgation n° 526 du 5 octobre 1939).	504
28 août	— Arrêté interministériel portant application du précédent. (Arrêté de promulgation n° 526 du 5 octobre 1939).	504
28 août	— Arrêté ministériel déléguant pouvoir aux chefs des territoires d'outre-mer pour accorder des dérogations aux prohibitions de sortie. (Arrêté de promulgation n° 527 du 7 octobre 1939).	509

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

10 octobre	— N° 537 — Arrêté fixant l'équivalent du franc-or applicable aux taxes télégraphiques internationales.	509
10 octobre	— N° 538 — Arrêté fixant les conditions dans lesquelles pourront être accordées des dérogations aux prohibitions de sortie édictées par le décret du 28 août 1939.	510

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Cartes géographiques

*ARRETE N° 528 promulguant au Togo le décret du 25 août 1939 portant interdiction d'exportation de certaines cartes géographiques.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 mars 1877 tendant à rendre applicable le code pénal aux colonies autres que les Antilles et la Réunion;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la répression de l'espionnage, promulgué au Togo par arrêté n° 507 du 31 août 1938;

Vu le décret du 20 mars 1939 relatif aux informations militaires, promulgué au Togo par arrêté n° 218 du 28 avril 1939;

Vu le décret du 25 août 1939 portant interdiction d'exportation de certaines cartes géographiques;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 août 1939 portant interdiction d'exportation de certaines cartes géographiques.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans tous les bureaux de cercles et de subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ART. 3. — Le procureur de la République, l'administrateur-maire de Lomé, les commandants de cercle, les chefs de subdivision, le directeur de la police, commissaire de police de Lomé et tous les agents assermentés à cet effet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 octobre 1939.

L. MONTAGNÉ.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre du commerce, du ministre des affaires étrangères, du ministre des colonies, du ministre de l'intérieur et du ministre des finances;

Vu la loi du 26 janvier 1934, modifiée par le décret du 17 juin 1938, sur la répression de l'espionnage;

Vu le décret du 20 mars 1939 relatif aux informations militaires;

Vu l'article 26 du code des douanes;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prohibée la sortie des cartes topographiques à l'échelle du 1/200.000<sup>e</sup> et aux échelles plus grandes, publiées par le service géographique de l'armée et par ses annexes d'outre-mer (nos Ex. 407, Ex. 431, Ex. 471, Ex. 466, Ex. 466 bis, Ex. 459, Ex. 470 du tarif des douanes).

ART. 2. — Est prohibée dans les mêmes conditions la sortie des cartes géographiques à l'échelle du 1/1.000.000<sup>e</sup> et aux échelles plus grandes, publiées par des éditeurs privés et mentionnant spécialement les installations industrielles, les mines, les installations hydro-électriques ainsi que les lignes de transport de force et, d'une manière générale, tous renseignements susceptibles d'intéresser la défense nationale, à l'exception des cartes routières ou touristiques (nos Ex. 407, Ex. 431, Ex. 471, Ex. 466, Ex. 466 bis, Ex. 469, Ex. 470 du tarif des douanes).

ART. 3. — Les prohibitions édictées aux articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus sont applicables aux reproductions par un procédé quelconque, avec ou sans changement d'échelle, des documents visés dans lesdits articles.

ART. 4. — Des dérogations à la prohibition pourront être accordées par le ministre des finances (direction générale des douanes), sur avis conforme du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre.

ART. 5. — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret ne sont pas applicables aux cartes expédiées par le service géographique de l'armée, ou par ses annexes, ainsi qu'aux cartes détenues, pour les besoins du service, par les militaires des armées de terre, de mer et de l'air.

ART. 6. — Les infractions aux dispositions du présent décret seront poursuivies conformément aux dispositions de la législation douanière, sans préjudice, le cas échéant, de l'application de la loi du 26 janvier 1934, modifiée le 17 juin 1938, sur la répression de l'espionnage et du décret du 20 mars 1939 relatif aux informations militaires.

ART. 7. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies et territoires d'outre-mer; il sera exécuté immédiatement, conformément aux dispositions du décret du 5 novembre 1870.

ART. 8. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre du commerce, le ministre des affaires étrangères, le ministre des colonies, le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Paris, le 25 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
Ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre du commerce,*  
Fernand GENTIN.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
Georges BONNET.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*Le ministre des finances,*  
Paul REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*  
ALBERT SARRAUT.

#### Prohibitions de sortie des marchandises

ARRETE N° 526 promulguant au Togo : 1<sup>o</sup> le décret-loi du 28 août 1939 étendant aux colonies les prohibitions de sortie établies dans la métropole; 2<sup>o</sup> le décret du 28 août 1939 réglementant la sortie des marchandises; 3<sup>o</sup> l'arrêté interministériel du 28 août 1939 portant application du précédent.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 mars 1877 tendant à rendre applicable le code pénal aux colonies autres que les Antilles et la Réunion;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret-loi du 28 août 1939 étendant aux colonies les prohibitions de sortie établies dans la métropole;

Vu le décret du 28 août 1939 réglementant la sortie des marchandises;

Vu l'arrêté interministériel du 28 août 1939 portant application du précédent;

Vu le radiotélégramme circulaire n° 33 du 30 août 1939 du ministre des colonies;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1<sup>o</sup> — Le décret-loi du 28 août 1939 étendant aux colonies les prohibitions de sortie établies dans la métropole;

2<sup>o</sup> — Le décret du 28 août 1939 réglementant la sortie des marchandises en France et en Algérie;

3<sup>o</sup> — L'arrêté interministériel du 28 août 1939 portant application du précédent.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans tous les bureaux de cercles et de subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ART. 3. — Le procureur de la République, l'administrateur-maire de Lomé, les commandants de cercle, les chefs de subdivision, le directeur de la police, commissaire de police de Lomé et tous les agents assermentés à cet effet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 octobre 1939.

L. MONTAGNÉ.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 19 mars 1939, accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Vu le décret du 25 mars 1939, fixant la procédure de centralisation et d'examen des décrets-lois;

Vu le décret du 26 décembre 1934, portant codification des textes législatifs concernant les douanes, et notamment l'article 26;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté au code des douanes un article n° 322 *bis*, rédigé comme suit :

#### § 3. — Dispositions communes aux deux groupes.

Art. 322 *bis*. — Les prohibitions de sortie qui peuvent être établies dans la métropole s'appliquent, sauf dispositions contraires, aux exportations de marchandises à destination de l'étranger, visées par ces prohibitions, effectuées des colonies, protectorats français et des territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Des dérogations à ces prohibitions pourront être accordées dans les colonies, protectorats français et les territoires sous mandat, selon les modalités qui seront déterminées par arrêté du ministre des colonies.

ART. 3. — Sont rendues applicables dans les colonies, protectorats français et les territoires sous mandat, dans les conditions prévues aux articles précédents, les prohibitions de sortie actuellement en vigueur dans la métropole.

ART. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*Le ministre du commerce,*  
Fernand GENTIN.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
Georges BONNET.

*Le ministre des finances,*  
Paul REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Albert SARRAUT.

*Le ministre de l'agriculture,*  
Henri QUEUILLE.

*Le ministre des travaux publics,*  
A. DE MONZIE.

*Le ministre de l'économie nationale,*  
Raymond PATENÔTRE.

*Le ministre de la marine,  
ministre de la marine marchande, par intérim,*  
C. CAMPINCHI.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938, portant organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu le code des douanes;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du vice-président du conseil chargé de la coordination des services de la présidence du conseil, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'économie nationale, du ministre de l'intérieur, du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce, du ministre des finances, du ministre des travaux publics, du ministre du travail, du ministre de la marine militaire, du ministre de l'air, du ministre des colonies, du ministre de l'éducation nationale, du ministre de l'agriculture, du ministre de la santé publique, du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du ministre de la marine marchande;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prohibée, en France, pour toute autre destination que l'Algérie, et en Algérie pour toute autre destination que la France, la sortie, ainsi que la réexportation en suite de tout régime douanier, entrepôt, dépôt, transit, transbordement, admission temporaire, etc., des articles repris à la liste ci-annexée.

ART. 2. — La prohibition s'applique à toutes les marchandises se trouvant sur le territoire français à la date du présent décret, même si elles ont fait l'objet auprès de la douane d'une déclaration d'exportation ou de réexportation.

Les licences d'exportation délivrées antérieurement à cette date, qui n'ont pas été utilisées, ou qui ne l'ont été que partiellement, sont annulées.

ART. 3. — Toutefois, des dérogations aux prohibitions de sortie peuvent être autorisées par le ministre du commerce, qui, en ce qui concerne l'Algérie, pourra déléguer ses pouvoirs au Gouverneur Général. Les conditions d'application de ces dispositions seront déterminées par arrêtés interministériels.

ART. 4. — Le présent décret sera exécuté immédiatement, conformément aux dispositions du décret du 5 novembre 1870.

ART. 5. — Les prohibitions de sortie résultant des textes antérieurs demeurent applicables sous réserve des modifications résultant du présent décret.

ART. 6. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le vice-président du conseil, chargé de la coordination des services à la présidence du conseil, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie nationale, le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce, le ministre des finances, le ministre des travaux publics, le ministre du travail, le ministre de la marine, le ministre de l'air, le ministre des colonies, le ministre de l'éducation nationale, le ministre de l'agriculture, le ministre de la santé publique, le ministre des postes, télégraphes et téléphones et le ministre de la marine marchande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Paris, le 28 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*

Edouard DALADIER.

*Le vice-président du conseil,  
chargé de la coordination des services  
de la présidence du conseil,*

Camille CHAUTEMPS.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Paul MARCHANDEAU.

*Le ministre de l'économie nationale,*

Raymond PATENÔTRE.

*Le ministre de l'intérieur,*

Albert SARRAUT.

*Le ministre des affaires étrangères,*

Georges BONNET.

*Le ministre du commerce,*

Fernand GENTIN.

*Le ministre des finances,*

Paul REYNAUD.

*Le ministre des travaux publics,*

A. DE MONZIE.

*Le ministre du travail,*

Charles POMARET.

*Le ministre de la marine,*

C. CAMPINCHI.

*Le ministre de l'air,*

Guy LA CHAMBRE.

*Le ministre des colonies,*

Georges MANDEL.

*Le ministre de l'éducation nationale,*

Jean ZAY.

*Le ministre de l'agriculture,*

Henri QUEUILLE.

*Le ministre de la santé publique,*

Marc RUCART.

*Le ministre des postes, télégraphes*

*et téléphones,*

Jules JULIEN.

*Le ministre de la marine*

*ministre de la marine marchande,*

*par intérim,*

C. CAMPINCHI.

## TABLEAU ANNEXE

Numéros du tarif douanier	Désignation des marchandises
1	Chevaux entiers ou hongres et juments, quel que soit leur âge.
1 bis	Chevaux destinés à la boucherie.
2	Mules et mulets.
3	Baudets, étalons, quel que soit leur âge.
4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 11 bis, 12, 13	Bestiaux.
Ex. 15	Anes et ânesses, chameaux et tous autres animaux de transport.
Ex. 21	Peaux brutes, fraîches ou sèches, grandes ou petites; autres que peaux brutes fraîches ou sèches de poissons, de lézards, de serpents, de crocodiles et analogues, d'ânes, de mulets, de bardots, de veau quand ces dernières pèsent à l'unité moins de 5 kg. 900 ou plus de 8 kg. 100.
Ex. 23	Laines en masses et en peaux.
27	Soie.
29	Poils de Messine (crin dit de Florence).
30 A	Suifs.
30 B	Saïndoux.
30 C	Huiles de saïndoux.
34 bis	Œufs de vers à soie.
39	Engrais azotés.
68	Froment, épeautre, méteil.
69	Avoine.
70	Orge.
71	Seigle.
72	Mais.
73	Sarrasin.
79	Riz.
80	Légumes secs.
88	Graines et fruits oléagineux.
90 A, 90 B	Sucres des colonies et possessions françaises.
91 A, 91 B	Sucres des pays étrangers.
Ex. 112	Essences de citron, d'eucalyptus, menthol, thymol et toutes essences à usage pharmaceutique.
118	Camphre.
119	Sucs d'espèces particulières :
	Balata, gutta-percha, bruts ou refondus en masse.
	Caoutchouc brut ou refondu en masse (y compris le caoutchouc régénéré et l'ébonite en masse ou en poudre).
	Latex.
	Débris de vieux ouvrages en caoutchouc et déchets de caoutchouc manufacturé.
123	Opium.
Ex. 126 bis	Fleurs de camomille et de tilleul.
126 ter 2	Ecorces de quinquina.
127 bis	Ecorces feuilles, fleurs, tiges et racines de pyrèthre.
128 à 132,	Bois communs.
135 bis à 136	Bois exotiques et buis.
138 A, B à 140	Coton.
141	

Numéros du tarif douanier	Désignation des marchandises
Ex. 141 bis	Linters lavés, dégraissés, épurés, blanchis ou teints, en masses, en plaques ou en feuilles.
142	Lin.
142 bis	Chanvre.
143	Jute.
144	Phormium tenax, abaca, aloès et autres végétaux filamenteux non dénommés.
Ex. 145	Fibres de coco (même tordues).
164	Fourrages.
164 ter	Paille de millet à balai.
164 quater	Pailles de céréales nettoyées, blanchies ou teintes, avec ou sans épis
167	Drilles.
168	Pâtes de cellulose.
174	Alcool éthylique.
Ex. 178	Moules à aiguiser ou à moudre, en agglomérés.
178 bis	Abrasifs.
178 ter A	Abrasifs appliqués.
178 ter B	Scies en carborandum et produits similaires avec ou sans autre matière
Ex. 178 quater A	Pierres à aiguiser en abrasifs.
178 quater B	Meules à aiguiser et autres agglomérés en abrasifs.
Ex. 179 ter B	Amiante, phosphate de chaux (a), mica en morceaux, cryolithe naturelle, globérilite (carbonate de magnésie natif), spath fluor.
189	Soufre.
191	Graphite.
192	Goudron minéral provenant de la distillation de la houille.
196 bis	Schistes bitumineux.
	Huiles de pétrole, de schistes et autres huiles minérales, y compris les produits similaires obtenus par hydrogénation ou par tout autre procédé de synthèse.
197	Brutes.
197 bis A et B	Essence.
197 ter A	Huiles raffinées.
197 ter B	
197 ter C	
198 A, B, C	Huiles lourdes.
198 bis	Gaz-oils.
198 ter	Fuel-oils.
198 quater	Road-oils et brais mous.
198 quin- quies	Brais durs.
198 sexies	Cokes de pétrole.
198 septies	Gaz de pétrole, butane, propane et similaires, à l'état liquide ou gazeux.
199	Paraffine.
199 bis	Vaseline.
199 ter	Cire de lignite.
199 quater	Graisses industrielles, préparées à base d'huiles de pétrole, de brais de pétrole, de bitumes naturels, d'asphalte, de brais

(a) Cette prohibition n'est pas applicable, jusqu'à nouvel avis, à l'exportation d'Algérie.

Numéros du tarif douanier	Désignation des marchandises
	stéariques ou de grais de suint et d'autres produits saponifiables ou saponifiés, quelles que soient les proportions du mélange.
Ex. 200	Platine : Minéral. Brut, en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits. Tiré, laminé, filé.
203	Aluminium.
204 à 220	Fer et acier.
221 A à 221 E	Cuivre.
222	Plomb.
223	Etain pur ou allié.
223 bis	Claire d'étain.
223 ter	Métal antifriction.
224	Zinc.
225	Nickel.
225 bis	Bandes, rubans et fils, etc.
226	Mercure.
227	Antimoine.
229	Calcium.
230	Bismuth.
231	Manganèse (minéral).
232	Cobalt.
Ex. 233	Minéral de chrome, de molybdène, de tungstène, de vanadium, de cérium, de titane, zirconium, de beryllium.
019,020	Sulfate d'ammoniaque.
020 bis	Phosphate d'ammoniaque.
020 ter	Nitrate d'ammoniaque.
020 quater	Carbonate et bicarbonate d'ammoniaque.
021,022	Sels ammoniacaux et autres cyanamides calciques.
024	Acide borique naturel.
030	Brome.
Ex. 031	Bromure de potassium et de sodium.
048	Chlorure de chaux.
049	Hypochlorite de soude.
050	Hypochlorite (autres).
053	Cryolithe artificielle.
055	Iode brute.
056	Iode raffinée.
Ex. 057	Iodures de potassium et de sodium.
059	Oxygène comprimé et liquéfié.
060	Eau oxygénée.
061	Peroxyde de sodium.
Ex. 062	Phosphore blanc.
083	Alumine anhydre.
084	Hydrate d'alumine.
094	Sels d'argent et composés organiques de l'argent.
095	Sels d'or et de platine.
097	Ecrans au platino-cyanure et tous écrans radioscopiques.
0101 bis	Sulfate naturel de barium.
0104	Carbonate, nitrate et salicylate de bismuth.
0116	Oxyde de chrome.
0134	Magnésium.
0135	Magnésie.
0136	Carbonate de magnésie artificiel.

Numéros du tarif douanier	Désignation des marchandises
0143	Permanganate de potasse.
0162	Cenôres de varech.
0165 <i>quin-</i> <i>quies</i>	Bicarbonate de soude.
0179 à 0180 K	Produits obtenus directement par la distillation du goudron de houille.
0183	Chloroforme.
0187	Chlorure d'éthyle.
0194, 0195,	Alcool méthylique.
0195 <i>bis</i>	
0196	Glycérine.
0263	Acide phénique cristallisé et neige, crésols bruts et purs contenant plus de 50% d'un des isomères.
0266 <i>bis</i>	Trinitrophénols (acide picrique) et trinitroxylols.
0287	Acides nitro et amido salicyliques, acide et anhydride phtaliques.
Ex. 0311 <i>ter</i> Ex. 0336 <i>bis</i>	Diphénylamine. Diéthyle, diéthyle-urée, diméthyle, diphényle-urée.
0343	Aconitine et ses sels.
0344	Adrénaline et ses sels.
0345	Arécoline et ses sels.
0346	Atropine et ses sels.
0347	Caféine et ses sels.
0349	Cocaïne brute.
0350	Coréine pure et ses sels.
0351	Codéine et ses sels.
0353	Digitaline.
0354	Emétine et ses sels.
0355	Esérine et ses sels.
0356	Glycyrrhizine et glycyrrhizate d'ammoniaque.
0358	Morphine et ses sels.
0364	Pilocarpine et ses sels.
0367	Quinine et ses sels.
0368	Santonine.
0369	Spartéine et ses sels.
0370	Strychnine et ses sels.
0371	Théobromine et ses sels.
0372	Vératrine.
0379	Engrais phosphatés.
0380	Engrais azotés.
0380 <i>bis</i>	Produits opothérapiques et extraits d'organes.
0381	Produits chimiques non dénommés.
300 <i>bis</i>	Charbons activés.
315 <i>bis</i>	Sérums et vaccins.
315 <i>ter</i>	Sparadraps médicamenteux.
315 <i>quater</i>	Cordes en boyaux ou imitation de boyaux, etc.
320 <i>bis</i>	Cires pour la chirurgie dentaire.
355, 355 <i>bis</i> 355 <i>ter</i> 356 357	Verres de lunetterie.
Ex. 361 <i>bis</i> - Ex. 362	Verres d'optique.
Ex. 363 A, B, C et ex. 363 <i>bis</i> A, B, C Ex. 380 405 <i>bis</i>	Lampes et valves de T. S. F. Seringues en verre. Fils de lin pur non polis, en écheveaux simples ou retors écrus, blanchis, crévés ou teints. Soie grège. Bandes de coton pour pansements.

Numéros du tarif douanier	Désignation des marchandises
411 <i>bis</i> , ex. 433 et ex. 454 Ex. 461 <i>quater</i> B Ex. 476 A, ex. 476 B, ex. 476 <i>bis</i> et ex. 476 <i>ter</i> A Ex. 495 A	Crêpe de santé. Films et pellicules sensibilisés sur les deux faces. Peaux préparées de bovins, y compris les buffles, et croûtes.
Ex. 524 <i>bis</i> J 525 A à I 532 <i>bis</i> 533 <i>septies</i> A à F inclus Ex. 536 <i>ter</i> et ex. 537 Ex. 568 576 <i>ter</i> 576 <i>quater</i> 576 <i>quinquies</i> Ex. 577	Instruments de chirurgie en métaux précieux. Ampoules radiologiques. Machines-outils. Cylindres de lamineurs. Roulements à billes. Ouvrages usagés en acier au tungstène.
579 A à D 579 <i>bis</i> A à I Ex. 603 <i>quater</i> C	Wagons-réservoirs métalliques. Accumulateurs électriques. Piles électriques. Condensateurs électriques. Tubes en étain pur pour l'emballage des produits pharmaceutiques. Ouvrages en nickel. Ouvrages en aluminium.
Ex. 614 Ex. 614 <i>ter</i> A	Bois de fusils et toutes autres armes à feu ébauchés ou finis, d'une épaisseur supérieure à 35 millimètres. Wagons-réservoirs métalliques. Voitures automobiles carrossées pour le transport des marchandises pesant de 2.500 kilogrammes inclus à 6.000 kilogrammes inclus par unité.
620 <i>bis</i> A 620 <i>ter</i> 634 à 635 C inclus 635 <i>ter</i>	Ouvrages en amiante. Mica, objets en mica, etc. Instruments scientifiques.
648 <i>ter</i> B	Appareils et instruments employés en médecine, en chirurgie et dans l'art vétérinaire. Cérium, ferro-cérium, etc.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA GUERRE, LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, LE MINISTRE DU COMMERCE, LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, LE MINISTRE DES COLONIES, LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret du 28 août 1939 réglementant la sortie des marchandises;

#### ARRESENT :

ARTICLE PREMIER. — Les demandes d'autorisation d'exportation des marchandises visées par l'article 1er du décret du 28 août 1939 doivent être établies en trois exemplaires, en la forme habituelle, et adressées au ministère du commerce par l'intermédiaire des ministères chargés du contrôle desdites demandes, lesquels seront désignés par voie d'avis aux exportateurs.



Les demandes d'autorisation d'exportation d'Algérie sont adressées au gouverneur général dans les conditions et suivant les modalités déterminées par une instruction interministérielle.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce, le ministre de l'intérieur, le ministre des colonies, le ministre des travaux publics, le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 août 1939.

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
Georges BONNET.

*Le ministre du commerce,*  
Fernand GENTIN.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Albert SARRAUT.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*Le ministre des travaux publics,*  
A. DE MONZIE.

*Le ministre de l'agriculture,*  
Henri QUEUILLE.

*Le ministre des finances,*  
Paul REYNAUD.

#### Dérogations aux prohibitions de sortie

ARRETE N° 527 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 28 août 1939 déléguant pouvoir aux chefs des territoires d'outre-mer pour accorder des dérogations aux prohibitions de sortie.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi du 28 août 1939 étendant aux colonies les prohibitions de sortie établies dans la métropole, promulgué au Togo par arrêté n° 526 du 5 octobre 1939;

Vu le décret du 28 août 1939 réglementant la sortie des marchandises en France et en Algérie, promulgué au Togo par arrêté n° 526 du 5 octobre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 28 août 1939 portant application du précédent, promulgué au Togo par arrêté n° 526 du 5 octobre 1939;

Vu l'arrêté ministériel du 28 août 1939 déléguant pouvoir aux chefs des territoires d'outre-mer pour accorder des dérogations aux prohibitions de sortie;

Vu le radiotélégramme circulaire n° 33 du 30 août 1939 du ministre des colonies;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté ministériel du 28 août 1939 déléguant pouvoir aux chefs des territoires d'outre-mer pour accorder des dérogations aux prohibitions de sortie.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 octobre 1939.

L. MONTAGNÉ.

#### LE MINISTRE DES COLONIES

Vu le décret-loi du 28 août 1939, étendant aux colonies, protectorats français et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les prohibitions de sortie établies dans la métropole;

Vu le décret du 28 août 1939 réglementant la sortie des marchandises;

Vu l'arrêté interministériel du 28 août 1939 fixant les conditions d'application du décret du 28 août susvisé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des dérogations aux prohibitions de sortie édictées dans la métropole et applicables aux colonies, protectorats français et aux territoires sous mandat pourront être accordées, soit par voie générale, soit à titre individuel, dans des conditions qui seront fixées par arrêtés des gouverneurs généraux, gouverneurs, commissaires de la République et administrateur de chacune de ces colonies et territoires. Il devra en être rendu compte immédiatement par les voies les plus rapides au ministre des colonies.

ART. 2. — Les Gouverneurs Généraux et Gouverneurs des colonies, Commissaires de la République au Cameroun et au Togo et Administrateur des Iles Saint-Pierre et Miquelon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 août 1939.

Georges MANDEL.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### P. T. T.

#### Taxes télégraphiques

ARRETE N° 537 fixant l'équivalent du franc-or applicable aux taxes télégraphiques internationales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 13 octobre 1920 rendant applicable au Togo la décision du 9 février 1915 du Gouverneur général de l'Afrique occidentale française réglementant le service des postes et télégraphes;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun, en particulier son article 4 sur le cas d'urgence;

Vu le radiotélégramme ministériel n° C. 92 du 5 octobre 1939;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'équivalent du franc-or servant à établir les taxes télégraphiques internationales est fixé à 11,4 à compter du 10 octobre 1939.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté qui est rendu immédiatement exécutoire, sera affiché dans tous les lieux d'usage, enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 octobre 1939.

L. MONTAGNÉ.

**Dérégations aux prohibitions de sortie**

**ARRETE** N° 538 fixant les conditions dans lesquelles pourront être accordées les dérogations aux prohibitions de sortie édictées par le décret du 28 août 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret-loi du 28 août 1939 étendant aux colonies, protectorats français et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les prohibitions de sortie établies dans la métropole;

Vu le décret du 28 août 1939, réglementant la sortie des marchandises;

Vu l'arrêté n° 526 du 5 octobre 1939 promulguant au Togo le décret-loi du 28 août 1939 et le décret du 28 août 1939 précités;

Vu l'arrêté ministériel du 28 août 1939 accordant aux Gouverneurs généraux, Gouverneurs, Commissaires de la République les pouvoirs nécessaires pour accorder des dérogations générales ou individuelles aux prohibitions de sortie édictées par le décret du 28 août 1939;

Vu l'arrêté n° 527 du 7 octobre 1939 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 28 août 1939 susvisé;

Vu les instructions ministérielles n° 1085 S. P. D. N. du 7 août 1939, n° 52 du 8 septembre 1939 et n° 7080 du 23 septembre 1939;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les dérogations aux prohibitions de sortie édictées par le décret du 28 août 1939 promulgué au Togo par l'arrêté n° 526 du 5 octobre 1939 seront accordées dans les conditions ci-dessous :

**ART. 2.** — Bénéficient d'une dérogation générale après visa par le service des échanges commerciaux d'un état conforme au modèle ci-joint, les marchandises embarquées au titre provisions de bord lorsque les quantités demandées ne dépasseront pas les besoins normaux du navire compte tenu du nombre des personnes transportées ainsi que des délais de route nécessaires pour atteindre le prochain port d'avitaillement.

**ART. 3.** — Bénéficient également d'une dérogation générale, en ce qui concerne uniquement les frontières terrestres, les animaux de transport et les animaux de boucherie dans les limites qui seront fixées par arrêté du Commissaire de la République.

**ART. 4.** — Pour celles des marchandises dont l'exportation est prohibée, des dérogations individuelles de sortie pourront être accordées par le Commissaire de la République dans les conditions fixées par les instructions ministérielles n° 1085 S. P. D. N. du 7 octobre 1939, n° C 52 du 8 septembre 1939 et n° 7080 du 23 septembre 1939.

**ART. 5.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 octobre 1939.

L. MONTAGNE.

**ETAT DES BESOINS EN PROVISIONS DE BORD**

(Application de l'arrêté n° 538 du 10 Octobre 1939)

Le navire ..... attendu à .....  
le ..... à ..... heures, venant  
de ..... allant à ..... ayant à bord  
passagers et ..... hommes d'équipage a besoin de :

PROVISIONS DE BORD	
	QUANTITÉS DEMANDÉES
Farine .....	
Sucre .....	
Autres marchandises dont la sortie est prohibée en vertu du décret du 28 Août 1939 .....	

Vu :

Le Directeur  
des Echanges Commerciaux,

Lomé, le ..... 19 .....